Le gouvernement Bayrou : dernier avatar de la macronie avant la crise terminale ?



Après la censure du gouvernement Barnier, les palabres à l'Elysée ont repris. Le PS, les Ecologistes et le PCF s'y sont précipités en demandant un « premier ministre de gauche » et à défaut en se disant ouverts à un « accord de non censure ». Les plus allants sur ce terrain ont été les socialistes qui exigeaient un engagement à ne pas recourir au 49-3 et quelques menues inflexions sur la politique suivie. **Ce que ces partis de gauche veulent à tout prix éviter, ce sont des élections anticipées : ils ont supplié Macron de leur faire quelques concessions pour qu'une configuration gouvernementale puisse tenir le plus longtemps possible, si possible jusqu'en 2027.**

Pourquoi le PS, les Ecologistes, et Roussel ont-ils fait cette offre de service à Macron ? Trois raisons peuvent être dégagées : **d'une part, ils savent très bien que des élections précipitées leur seraient défavorables**, et la pression serait forte pour qu'ils soutiennent Mélenchon. C'est précisément ce qu'ils veulent éviter à tout prix, et ils ont besoin de temps pour tenter de mettre en place une candidature de gauche crédible alternative à celle de LFI. **D'autre part, ils ne sont pas d'accord avec le programme du NFP** (comme ils n'étaient pas d'accord avec celui de la NUPES), et donc ils sont à l'affût du moindre prétexte pour l'abandonner. **Enfin, cette gauche bourgeoise est soucieuse de la stabilité de l'ordre bourgeois** : il faut pour cela qu'un accord raisonnable se noue entre LR, les macronistes et la gauche bourgeoise, pour faire obstacle aux « extrêmes » et rassurer le capital.

Malgré les supplications du PS, **le nouveau premier ministre Bayrou n'a fait aucune concession au PS**, les forçant à rester dans la « famille » du NFP. Bayrou multiplie les faux pas, sa nullité consterne le camp macroniste et inquiète le patronat. **Son gouvernement est un véritable musée des horreurs, rassemblant le pire de la macronie, de LR et de la Hollandie.** En guise d'ouverture à « gauche », on a des ex PS, Rebsamen, Valls, Meadel, soutiens de Macron en 2022 et même en 2017 pour Valls et Meadel. Valls est un mélange répugnant d'arrivisme exacerbé, d'islamophobie rance et de soutien total au génocide en cours à Gaza. On a aussi Eric Lombard, nouveau ministre de l'économie, présenté comme de « gauche », car il a travaillé dans les cabinets ministériels sous Mitterrand. Il a fait sa carrière dans la haute finance, tour à tour banquier d'affaire et assureur, et il a été nommé par Macron à la tête de la Caisse des dépôts et consignation en 2017. Il faut dire que ce libéral a été un dirigeant du collectif « Les Gracques », ramassis d'une certaine élite de « gauche moderne »

appelant à la baisse des dépenses publiques, à l'allongement de l'âge du départ à la retraite, à la fin des 35 heures, à l'allègement des impôts sur les entreprises, à l'assouplissement des lois sur le licenciement ou encore à l'ouverture des métiers réglementés. Logiquement, ce collectif a soutenu Macron, et Lombard a été récompensé pour cela en 2017. Et on a appris récemment que Faure avait poussé à la nomination de ce type, « son ami », comme premier ministre pour succéder à Barnier ! Dénoncé par Appoline de Malherbe sur BFM qui révélait publiquement un « off », il n'a pu que confirmer piteusement en tentant de se justifier. Le PS reste le PS, un parti bourgeois pourri qui a fait l'union avec LFI pour sauver son appareil et se relancer.

19 ministres ont survécu au renversement de Barnier, comme si la censure n'avait pas existé. On a ainsi le retour d'Amélie de Montchalin, ultra-libérale battue en 2022, qui sera au poste clé de ministre du budget. On a de drôles de spécimen tels que Véronique Louwagie (LR), la ministre chargée du Commerce, de l'Artisanat, des PME et de l'Économie sociale et solidaire… qui a été condamnée l'an dernier pour avoir employé une femme de ménage sans contrat de travail, sans durée de travail définie et sans planning déterminé, puis l'avait licenciée alors qu'elle était en arrêt de travail, souffrant d'affections reconnues par la Sécurité sociale comme accident du travail et maladie professionnelle. Et cette dame est chargée de l'économie sociale et solidaire ! Et on a aussi le LR Philippe Tabarot, qui a appris sa nomination comme ministre des transports à la télévision (sic), avant de se faire détester par tous les cheminots en montrant son insensibilité au suicide d'un conducteur de TGV le soir de Noël.

On a surtout le duo de droite extrême Retailleau / Darmanin pour s'occuper de la police et de la justice. Bayrou avait proposé le ministère de la justice à Xavier Bertrand, mais il a suffi que le RN se fâche pour que Bayrou dégage Bertrand pour mettre à la place Darmanin. **Dès le départ, Bayrou s'est fait humilier par le RN, qui montre que la survie du gouvernement, comme le précédent, dépendra de son bon vouloir.**

L'espérance de vie de ce gouvernement s'annonce très courte. Son impopularité est déjà record. Des composantes du « socle commun » affichent leur mécontentement : Wauquiez a pesté contre la moindre place accordée à LR, et il a déclaré que LR se prononcerait « texte par texte ». Il est dépité de devoir soutenir un gouvernement aussi impopulaire qui compromet ses chances pour la présidentielle. Attal est vent debout contre l'alliance Macron / Bayrou pour minorer la présence des supporters d'Attal au gouvernement. Quant au RN, il ne pourra pas soutenir longtemps un tel gouvernement sous peine de se couper de sa base populaire, qui réclame déjà la censure. D'ores et déjà, Le Pen a indiqué se préparer à une présidentielle anticipée sans demander explicitement le départ de Macron, mais en le suggérant. Cela sent la fin pour Macron. Même le journal *Le Monde* a lâché Macron en rendant publiques des déclarations racistes et homophobes du président.

Pourtant, comme la gauche bourgeoise, les directions syndicales protègent Macron et ne veulent pas sa chute. Toutes les directions syndicales, hormis CGT et Solidaires, ont signé avec le patronat un appel à la « stabilité » gouvernementale, une

façon de dire qu'elles ne veulent ni de la censure, ni d'une mobilisation sociale. Quant à la CGT et Solidaires, ils refusent d'intervenir dans la crise politique, enfermés dans une routine syndicale qui a fait flop en décembre. La direction de la CGT demande à Bayrou d'être en rupture avec Macron (sic), réclame des « conférences sociales » et préconise un « moratoire de 6 mois » sur les licenciements (le temps de trouver des « repreneurs »), revendication pitoyable qui cache une absence de perspectives mobilisatrices. Face à la saignée des plans de licenciements, il faut des revendications claires et offensives : droit de véto des CSE sur les plans de licenciement, expropriation et nationalisation sous contrôle des travailleurs des entreprises qui licencient !

La France Insoumise a raison de porter haut et fort l'exigence du départ de Macron, de gré (démission) ou de force (destitution). Alors que tous les partis du système protègent Macron et cherchent des combinaisons pour prolonger l'agonie du macronisme, il faut porter cette revendication démocratique élémentaire : Macron et sa politique son désavoués, ils doivent partir ! Nous ne devons pas avoir peur d'élections anticipées. Le pourrissement du macronisme rend probable une polarisation très forte et un affrontement entre LFI et le RN. L'issue de l'affrontement dépendra de ce qui se joue sur le terrain de la lutte des classes. La défaite de la mobilisation contre la réforme des retraites pèse très lourd et a renforcé le RN. **Il faut aujourd'hui en tirer toutes les leçons pour créer un front politique et social contre le gouvernement, avec un vrai plan de bataille pour bloquer toutes les attaques contre notre camp social et accentuer la crise politique.**

Gaston Lefranc, le 28 décembre 2024